
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 21 décembre 2021.

Régulièrement convoqué le 14 décembre 2021

Le 21 décembre 2021 à 18 heures 30,

Le Conseil Municipal s'est réuni au Palais des Congrès Charles Aznavour sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR : Adjoints au Maire. M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Vanessa VIAU, M. Julien DECORTE, M. Laurent CHAUVÉAU, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY, Mme Demet YEDILI, M. François COUTOS-THEVENOT, M. Christophe ROISSAC, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Cécile GILLET, M. Laurent MILAZZO, M. Laurent LANFRAY, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Pouvoirs : Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir M. Julien CORNILLET), M. Éric PHÉLIPPEAU (pouvoir M. Julien DECORTE), M. Chérif HEROUM (pouvoir M. Norbert GRAVES), Mme Sylvie VERCHÈRE (pouvoir Mme Emeline MEHUKAJ), Mme Pauline CABANE (pouvoir M. Jean-Michel GUALLAR), Mme Danièle JALAT (pouvoir M. Philippe LHOTTELLIER), Mme Catherine MATSAERT (pouvoir M. Jacques ROCCI), Mme Florence VINENT (pouvoir M. Cyril MANIN), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir M. Nicolas DELOLY), M. Vincent PERROUX (pouvoir M. Karim OUMEDDOUR), M. Jérôme BEAUTHÉAC (pouvoir M. Dorian PLUMEL), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir Mme Fabienne MENOVAR), M. Jean-Frédéric FABERT (pouvoir M. François COUTOS-THEVENOT), Mme Aurore DESRAYAUD (pouvoir M. Laurent MILAZZO), Mme Françoise CAPMAL (pouvoir M. Laurent LANFRAY)

Secrétaire de Séance : Mme Emeline MEHUKAJ

1.13 - GARANTIE D'EMPRUNT SOLLICITÉE PAR L'ASSOCIATION L'ABRI POUR L'OPÉRATION DE RÉHABILITATION D'UN ACCUEIL DE JOUR

Monsieur Norbert GRAVES, Conseiller municipal, Rapporteur, expose à l'assemblée :

L'octroi par une commune d'une garantie pour un emprunt souscrit par une association de droit privé est régi par l'article L. 2252-1 du code général des collectivités territoriales. Afin de protéger les finances locales, la loi a posé le principe selon lequel les collectivités territoriales ne pouvaient garantir la totalité d'un emprunt. La quotité d'un emprunt susceptible d'être garanti est fixée à 50 %, en application de l'article D. 1511-35 de ce code.

Cette règle, dite de partage du risque, assure ainsi aux collectivités territoriales que l'établissement de crédit prêteur a sérieusement évalué les risques présentés par les dossiers.

Toutefois, l'article L. 2252-1 précité prévoit une exception à cette règle de partage du risque, qui ne s'applique pas aux garanties d'emprunt accordées par une commune aux organismes d'intérêt général visés aux articles 200 et 238 bis du code général des impôts.

Les organismes visés par cette exception sont notamment les suivants : les organismes d'intérêt général à caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culture ...; les associations reconnues d'utilité publique et organismes assimilés....

Dans le cadre de l'appel à projets « Amélioration et modernisation des accueils de jour » l'Association l'Abri a obtenu auprès de l'État une subvention de 150 000 € et une aide de la commune par la mise à disposition d'un terrain destinées à financer la réhabilitation d'un accueil de jour pour un montant total de 344 000€.

Afin de financer la totalité de son projet l'Association l'Abri sollicite la ville de Montélimar afin qu'elle lui accorde une garantie pour le remboursement d'une ligne d'emprunt qu'elle a contracté auprès du Crédit Agricole pour un montant total de 100 000 €, pour la réhabilitation d'un accueil de jour Chemin des Léonards à Montélimar.

Il est demandé au Conseil municipal, d'accorder la garantie de la ville de Montélimar au financement de cette opération et ce, aux conditions suivantes :

Article 1 : La ville de Montélimar accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement de ces emprunts d'un montant total garanti de 100 000 € (cent mille euros), souscrit par l'Association l'Abri auprès du Crédit Agricole selon les caractéristiques financières suivantes :

Montant : 100 000€

Taux fixe : 0,90 %

Durée : 15 ans à compter de la date de signature du contrat

Article 2 : La garantie de la ville de Montélimar est accordée pour la durée totale du prêt et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Association l'Abri dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Agricole, la ville de Montélimar s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Association l'Abri pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 4 : Le Conseil municipal autorise Monsieur le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Agricole et l'emprunteur.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2252-1 et L.2252-2,

Vu le Code général des impôts et notamment ses articles 200 et 238 bis,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

DÉCIDE :

- **D'ACCORDER** la garantie d'emprunt de la ville de Montélimar au financement de l'opération précitée à hauteur de 100% du montant total du prêt,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et notamment la convention de garantie d'emprunt et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,
Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 22 décembre 2021

Pour le Maire, par délégation
Le Conseiller municipal

Norbert GRAVES

 